



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCP N°2024-024-CNDA-APL

Objet : Accord-cadre relatif à la réservation de berceaux dans des établissements d'accueil du jeune enfant au bénéfice des enfants des personnels de la Cour nationale du droit d'asile

Pouvoir adjudicateur : Conseil d'Etat

Service acheteur : Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 ^{er} – OBJET DU MARCHE	3
1-1 Objet du marché	3
1-2 Lieu et conditions d'exécution des prestations	3
1-3. Clause de réexamen.....	4
1-4. Réalisation de prestations similaires	4
ARTICLE 2 – FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES.....	6
ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	7
ARTICLE 7 – CONTENU DES PRESTATIONS.....	8
7-1 Définitions	8
7-2 Contenu des prestations et instruction des demandes de réservation.....	8
7-3 Continuité de service.....	9
7-4 Obligations relatives aux personnels affectés par le titulaire à l'exécution des prestations .	9
7-5 Dispositions relatives aux locaux.....	10
7-6 Fonctionnement des établissements d'accueil	10
7-7 Localisation des EAJE proposant des places.....	11
7-8 Communication avec les parents.....	11
ARTICLE 8.....	12
QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI D'EXECUTION	12
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
9-1 Obligation de résultat, d'information et de conseil	13
9-2 Confidentialité et déontologie	13
9-3 Protection des données	14
9-4 Egalité Diversité.....	14
9-5 Langue française	14
9-6 Autres obligations administratives.....	14
ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE	15
10-1 Dispositions communes.....	15
10-2 Modification et annulation d'un bon de commande	16
ARTICLE 11 - VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE.....	16
ARTICLE 13 - PRIX	17
13-1 Définition des prix	17
13-2 Révision des prix.....	17
13-2 Dispositions relatives au financement	18
ARTICLE 14 - PENALITES	18
ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT.....	20
15-1 Avances et acomptes	20
15-2 Demande de paiement	20
15-3 Délai de paiement.....	21
15- 4 Intérêts moratoires	21
ARTICLE 16 – ASSURANCES.....	21
ARTICLE 17 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	21
ARTICLE 18 – RESILIATION	22
18-1 Résiliation pour faute du titulaire	22
18-2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire déchu	22
ARTICLE 19 – LITIGES.....	23
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	23

Contexte

La Cour souhaite proposer des places en crèche pour ses personnels auprès d'établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE). Au 31 décembre 2024, l'effectif de la Cour s'élevait à 598 agents.

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) est une juridiction administrative spécialisée qui statue en premier et dernier ressort sur les recours formés contre les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) rendues en matière d'asile. Cette juridiction de plein contentieux est placée sous le contrôle de cassation du Conseil d'Etat.

A titre indicatif, en 2024/2025, 4 berceaux ont été réservés à Montreuil dans le cadre de la politique d'action sociale de la Cour.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DU MARCHE

1-1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réservation de places d'accueil d'enfants dans des EAJE conventionnés par les caisses d'allocations familiales (CAF) et bénéficiant de l'agrément de la protection maternelle et infantile (PMI) pour les attribuer à ses agents. A titre indicatif, nous estimons le nombre de réservation annuelle de places d'accueil à 4.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il s'exécute par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations conformément à ses engagements contractuels dans les conditions définies par le présent cahier des clauses particulières (CCP).

1-2 Lieu et conditions d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent comme suit :

- **Périmètre géographique**
 - Île-de-France ;
 - Sites territoriaux (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Toulouse ou tout autre implantation territoriale future de la Cour).

Un maillage territorial doit permettre d'offrir, aux familles d'Île-de-France et des sites d'implantation territoriale de la Cour, le bénéfice d'une place en crèche proche de leur lieu de domiciliation personnelle ou professionnelle et ainsi maximiser l'accessibilité du service à l'ensemble des familles tout en veillant au bien-être de l'enfant.

Le titulaire doit permettre à l'agent-parent une portabilité de son berceau en cas de mutation dans l'une des chambres territoriales et de déménagement jusque l'entrée en maternelle de l'enfant.

- **Conditions d'exécution**

Les EAJE doivent être agréés par la Protection Maternelle Infantile du département conventionnées auprès de la Caisse d'Allocation Familiale (C.A.F.) en vue de l'éligibilité à la Prestation de Service Unique (P.S.U.).

Le titulaire limitera son offre au nombre de places qu'il est réellement en mesure de mettre à la disposition de l'acheteur.

Le titulaire n'est pas assuré que le pouvoir adjudicateur passera commande pour le nombre de places proposé dans leur offre.

1-3. Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être apportées à l'accord-cadre en cours d'exécution.

Les modifications suivantes feront l'objet d'un avenant :

- En cas d'ajout ou suppression d'une EAJE ;
- En cas de suppression d'une place en crèche, en cours d'exécution.

1-4. Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché public ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. A cet effet, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables est susceptible d'être conclu. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

ARTICLE 2 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu selon la procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 2° et R.2123-1 3° (marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques quelle que soit la valeur estimée du besoin), R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Cette procédure est motivée par le fait que le besoin du marché public concerne des prestations portant sur des services sanitaires et sociaux au sens de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (CPV 85312110-3 services de crèches et garderies d'enfants).

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté exclusivement au moyen de bons de commande, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum défini ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur émet un ou plusieurs bon(s) de commande Chorus lors de la réservation de berceaux au fur et à mesure des besoins après consultation du titulaire quant à la disponibilité du berceau et la proximité géographique.

Les bons de commande sont donc établis par le pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire. Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée du marché après la tenue de la commission d'attribution de la CNDA.

Les bons de commande indiquent pour chaque berceau, le nombre de mois réservés et la date de début d'exécution de la prestation.

Le titulaire est tenu contractuellement de mettre à disposition des places dès réception du bon de commande.

Concernant la réservation de berceaux, les personnels pourront exprimer et prioriser trois vœux géographiques pour l'exécution du marché.

Le montant maximum de l'accord-cadre sur sa durée globale est de 300 000 € HT.

ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un an à compter du 1er septembre 2025 ou à défaut de sa date de notification si celle-ci lui était postérieure. Il peut faire l'objet de trois reconductions tacites d'une durée d'un an, sans que sa durée totale d'exécution ne puisse excéder quatre ans.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public dans les conditions des articles R. 2162-1 et R. 2162-14 du code de la commande publique et pourront être exécutés après arrivée à échéance du marché public. Ils peuvent être exécutés au-delà de la date d'échéance du marché, dans la limite d'une durée maximale de six (6) mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

En cas de non-reconduction du fait de la Cour, celle-ci informera par écrit le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1, le cadre de réponse financier ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de fourniture et service (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché et les modifications de marché ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Seuls les documents conservés au sein des archives de l'administration font foi.

Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique et du CCAG-FCS applicable, qui sont disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire ou autres pièces de l'offre, contraire aux dispositions des pièces susvisées (AE, CCP, CCAG/FCS), est réputée non écrite.

ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et la Cour désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ils notifient cette désignation respectivement à la Cour et aux titulaires de l'accord-cadre.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et la Cour en cours d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire s'engage à proposer un environnement sain dans tous les aspects de la vie de la crèche et plus particulièrement concernant :

- l'entretien des locaux ;
- l'hygiène des enfants ;
- la restauration.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la Cour.

Obligation pour le titulaire de communiquer son BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

En cas de manquement, les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP sont applicables.

ARTICLE 7 – CONTENU DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation applicable, notamment les dispositions du code de la santé publique.

7-1 Définitions

Accueil régulier

Il s'agit d'un accueil régulier de 4 ou 5 jours par semaine pour les enfants de 3 mois jusqu'à l'entrée à l'école maternelle. Les parents s'engagent à confier leurs enfants à la crèche à des jours et horaires définis à l'avance pour une durée déterminée. L'accueil régulier peut être à temps plein ou à temps partiel.

Accueil d'urgence

Chaque titulaire doit pouvoir proposer ponctuellement des solutions d'accueil d'urgence au bénéfice des personnels rencontrant une difficulté momentanée.

7-2 Contenu des prestations et instruction des demandes de réservation

Les prestations consistent en la réservation de berceaux au bénéfice des enfants des personnels de la CNDA.

Une fois réservées, les places sont attribuées par la CNDA, dans le cadre de la commission qu'elle organise. La commission pluridisciplinaire, sera composée de représentants de l'administration, du personnel, et éventuellement de l'EAJE d'accueil.

Accueil des enfants âgés : de 3 mois jusqu'à l'entrée à l'école maternelle.

Handicap et non-discrimination : le titulaire doit être en mesure d'accueillir des enfants en situation de handicap.

Jours et horaires d'ouverture et semaines : L'accueil doit s'effectuer du lundi au vendredi, au moins 45 semaines par an. Les horaires d'ouverture pour accueillir les enfants sont au moins étendus sur une plage horaire de 10 heures consécutives ; ou plusieurs plages horaires d'un minimum de 4 heures ; ou une plage horaire supérieure ou égale à 4 heures consécutives restant disponible au moins une journée fixe par semaine.

Occupation par plusieurs enfants successivement d'une place réservée : dès qu'une place est libérée, le titulaire ou l'EAJE d'accueil adressera un courriel à la Cour afin que celle-ci réattribue le berceau ainsi libéré.

L'absence d'un enfant régulièrement inscrit, pour maladie ou autre absence temporaire et non définitive, n'est pas assimilée à une vacance de berceau.

L'EAJE d'accueil indique les fermetures éventuelles de l'établissement. Les fermetures ne peuvent en tout état de cause excéder un mois durant les vacances estivales et une semaine durant les vacances de Noël.

Type d'accueil : L'EAJE d'accueil doit être en mesure d'accueillir des tranches d'âges différentes dans des conditions optimales.

Politique d'attribution des places : la Cour est souveraine en matière d'attribution des berceaux. La Cour s'engage à faire occuper ses berceaux et à proposer des enfants au plus tôt pour que ces berceaux soient occupés tout au long de l'année. Les berceaux sont attribués selon les orientations définies par la Cour sans que le titulaire ou l'EAJE d'accueil ne puissent interférer dans la détermination des critères d'attribution de quelque manière que ce soit. Le titulaire participera à la commission d'attribution, pour avis, sans voix délibérative.

Procédure d'attribution des berceaux : Les demandes de places en crèche sont adressées par écrit au service des ressources et des relations humaines de la Cour. La constitution des dossiers d'admission s'effectuera sur une durée d'un mois. Les personnels auront la possibilité de formuler trois choix. Après avoir recueilli les besoins auprès des personnels, la Cour sollicitera le titulaire qui disposera de 7 jours calendaires pour faire connaître son positionnement sur les vœux et le nombre de places disponibles par catégorie d'âge.

Le titulaire est tenu d'accepter les enfants sans discrimination. Le titulaire ne pourra refuser un enfant proposé par la Cour sur une place disponible au sein d'un EAJE en se fondant sur le lieu d'habitation de la famille sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 14 du présent CCP.

Après attribution, le titulaire contacte le bénéficiaire pour finaliser l'inscription.

Dates clés :

- chaque année, fin avril - début mai, un recensement est effectué par la Cour pour connaître les berceaux appelés à se libérer à l'occasion de la rentrée scolaire de septembre ;
- une commission d'attribution des places est programmée avant le 15 juin de chaque année afin de préparer au mieux l'accueil des enfants au 1^{er} septembre de l'année civile en cours ;
- l'inscription de l'enfant auprès de l'EAJE d'accueil du jeune enfant du titulaire intervient avant le 14 juillet suivant.

7-3 Continuité de service

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public dans les conditions des articles R. 2162-1 et R. 2162-14 du code de la commande publique et pourront être exécutés après arrivée à échéance du marché public. Ils peuvent être exécutés au-delà de la date d'échéance du marché, dans la limite d'une durée maximale de six (6) mois.

La Cour peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la prestation pour un motif d'intérêt général.

7-4 Obligations relatives aux personnels affectés par le titulaire à l'exécution des prestations

Le titulaire est garant du profil de ses personnels et de la qualité des prestations qu'ils fournissent.

Le titulaire recrute du personnel qualifié et met à disposition un personnel professionnel de confiance, en nombre et en qualité conformes à la réglementation portant sur les EAJE. Un service de médecine du travail en assure le suivi.

Tout changement dans l'organisation de l'EAJE ou de son personnel doit être porté à la connaissance de la Cour.

Le titulaire s'engage à ne pas confier l'exécution des prestations du présent marché à des personnels qui auraient fait l'objet d'une condamnation pour crime ou délit, en rapport avec leurs fonctions professionnelles et de nature à affecter le bon exercice de leur mission. Aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service visé à l'article L 2324-1 du code de la santé publique.

Au cours de l'exercice de sa mission, le titulaire informe sans délai la Cour de la mise en examen et des condamnations pour crimes et délits des personnels, en rapport avec leurs fonctions professionnelles et de nature à affecter le bon exercice de leur mission.

Le titulaire avertit la Cour de tout événement ou manquement dont il aurait connaissance et qui serait de nature à faire douter de la probité ou de l'intégrité d'un personnel en activité. La Cour peut sanctionner le titulaire qui s'abstiendrait d'informer la Cour d'une telle situation par l'application des pénalités prévues à l'articles 14 du présent CCP ou/et en résiliant le marché.

La Cour se réserve le droit :

- de demander au titulaire des mesures complémentaires de formation en cas d'insuffisance professionnelle ;
- de demander au titulaire de rappeler les règles déontologiques présentées ci-après en cas de manquement à ces règles ;
- d'entendre le titulaire en entretien en cas de défaillance constatée ou de manquement grave et d'exiger, le cas échéant, du titulaire de ne plus affecter le personnel défaillant.

La Cour se réserve le droit de contrôler elle-même la qualité de la prestation.

7-5 Dispositions relatives aux locaux

Le titulaire garantit au bénéficiaire que l'EAJE d'accueil respecte l'ensemble des dispositions réglementaires, notamment l'article R. 2324-28 du code de la santé publique.

7-6 Fonctionnement des établissements d'accueil

Le titulaire doit disposer d'un projet d'établissement ainsi que d'un règlement intérieur.

Le projet d'établissement doit prévoir, notamment :

- le projet éducatif (accueil, pédagogie proposée) ;
- le nombre et la description des activités organisées chaque année (animation, intervenants extérieurs, événements, etc.) ;
- les dispositions particulières prises pour les enfants atteints d'un handicap ou d'une maladie chronique ;
- la politique d'alimentation ;
- la présentation des compétences professionnelles mobilisées ;
- la définition de la place des familles.

Le règlement intérieur doit prévoir notamment :

- les fonctions de directeur ;
- le contenu du dossier administratif et médical ;
- le déroulement de la période d'adaptation ;
- l'organisation de l'accueil : déroulement de la journée, accompagnement de l'enfant (autorisations à des tiers éventuels en fonction de la législation en vigueur) et prestations spécifiques, éventuellement proposées au cours de la journée ;

- le fonctionnement de l'établissement : horaire d'ouverture, les éventuelles déductions de jours, les possibilités d'accueil occasionnel ou d'urgence, le nombre et la qualification du personnel de l'établissement, les modalités de la participation de la famille au sein de l'établissement (réunions ou autres manifestations) ;
- la surveillance médicale de l'enfant : l'organisation du suivi médical et le protocole d'urgence, les conditions éventuelles d'exclusion temporaire en cas de maladie ;
- la réglementation des congés : éventuellement fermetures de l'établissement ;
- les modalités de calcul des participations familiales en fonction du taux horaire ;
- le contrat d'accueil proposé.

Le projet d'établissement et le règlement intérieur sont communiqués à la Cour et mis à disposition des familles par le titulaire.

7-7 Localisation des EAJE proposant des places

Les EAJE doivent être situés à proximité du domicile des agents, de leur site professionnel ou sur leur trajet domicile-travail.

Le candidat indiquera dans une annexe au cadre de mémoire technique le nombre d'établissement d'accueil, leur capacité d'accueil, et leur localisation géographique à l'aide, le cas échéant, d'une carte, ainsi que l'identité et les coordonnées du gestionnaire.

La mise à disposition des places devra intervenir au plus tard un mois après la notification du marché et devra se rapprocher dans la mesure du possible des lieux des établissements actuels afin de limiter au maximum les changements pour les agents dont les enfants bénéficient déjà d'une place d'accueil à Montreuil (93).

7-8 Communication avec les parents

Le hall d'accueil de l'établissement présente les informations réglementaires prévues dans le cadre du référentiel d'informations à communiquer (annexe II de l'arrêté du 31 août créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux EAJE en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage) ainsi que les coordonnées du service départemental de PMI de proximité.

Les parents sont informés par le biais des panneaux d'affichage situés dans le hall d'accueil, de la vie de l'établissement. Les activités de la journée et les projets en cours ou à venir sont affichés à l'entrée de l'unité d'accueil.

Chaque famille est informée du fonctionnement de l'établissement dans le cadre du rendez-vous d'inscription avec la direction de la structure et si besoin, autant que nécessaire.

Chaque famille est reçue individuellement à l'admission. Un rendez-vous individuel d'admission est réalisé avec la direction de l'EAJE et permet :

- le recueil des habitudes de vie de l'enfant,
- la planification d'un rendez-vous avec le médecin pour la visite médicale d'admission (pour les enfants de moins de 4 mois) et la programmation de la période d'adaptation.

Chaque famille reçoit également un livret d'accueil propre à l'établissement d'accueil conçu par le titulaire. Ce livret comporte à minima :

- les caractéristiques essentielles du projet d'établissement : présentation de l'établissement, composition et le rôle de l'équipe, grandes lignes du projet éducatif
- le règlement de fonctionnement (y compris des différents protocoles indiquant que l'intégralité du document peut être fourni aux parents à leur demande),
- des informations relatives à l'alimentation de l'enfant,
- le contrat d'accueil.

Les parents sont informés du déroulement de la journée de leur enfant lorsqu'ils viennent le chercher et la transmission porte sur les points suivants :

- les principales activités de la journée,
- le comportement de l'enfant, notamment son appréciation des activités et moments partagés
- les repas,
- le sommeil,
- les soins prodigués
- son état de santé si nécessaire.

ARTICLE 8 QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI D'EXECUTION

Le secrétaire général de la Cour nationale du droit d'asile ou sa responsable du dialogue social et des politiques sociales sont invités à assister à des assemblées générales ou à des réunions relatives au fonctionnement du titulaire ou de l'EAJE d'accueil.

La Cour se réserve le droit d'organiser des visites ad hoc des EAJE d'accueil afin de vérifier les bonnes conditions d'accueil des enfants.

Enfin, des réunions d'échange pourront être demandées par le secrétaire général de la Cour nationale du droit d'asile si les familles font remonter une insatisfaction de la prestation.

Le titulaire devra participer aux réunions auxquelles il sera convoqué. Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu rédigé électroniquement par le titulaire.

Le titulaire remet des comptes-rendus et rapports annuels à la Cour pour rendre compte de l'exécution des prestations. Le titulaire tient la Cour informée de l'occupation effective des places réservées.

Toute difficulté rencontrée par le titulaire dans l'exécution de ses obligations doit être signalée à la Cour dans un délai d'un jour ouvré par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute les prestations conformément aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières, en veillant à respecter le niveau de qualité énoncé dans les pièces contractuelles. Les prestations doivent être conformes aux normes françaises ou européennes ou équivalentes en vigueur, mais également de leur évolution en cours d'exécution.

9-1 Obligation de résultat, d'information et de conseil

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** : toutes les commandes doivent être honorées et exécutées conformément aux engagements contractuels.

La constitution de l'équipe du titulaire doit lui permettre de faire face aux éventuelles absences (congés et/ou maladie). Pour ce faire, elle est composée d'autant de personnel que nécessaire pour garantir la continuité du service.

Le titulaire est également soumis à une **obligation d'information et de conseil** : il doit aviser sans délai la Cour, ou son représentant, de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché.

Le titulaire a un devoir d'alerte si lors de ses interventions il a connaissance de dysfonctionnement ou de danger potentiel au titre de l'exécution de ses obligations. Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments lui paraissant de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Cette obligation d'information et de conseil se matérialise par un écrit et notamment par la production d'un rapport en cas d'incident décrivant les risques ou menaces, ainsi que la mise en place immédiate et des propositions d'actions correctives.

Il soumet à son appréciation les justifications, présentant un caractère de force majeure ou non, qu'il peut éventuellement fournir.

Cette prescription ne fait pas obstacle à l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCP.

9-2 Confidentialité et déontologie

Le titulaire est tenu au secret professionnel, conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire veille à ce que les personnels désignés, ses sous-traitants le cas échéant et ses fournisseurs, observent les obligations déontologiques de la profession.

Le non-respect de cette obligation par le titulaire ou par son personnel et ses collaborateurs est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

9-3 Protection des données

En matière de protection des données à caractère personnel, il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-FCS relatif au règlement général sur la protection des données (RGPD) et aux caractéristiques des données personnelles à protéger.

L'annexe 1 au présent CCP précise les obligations du titulaire relatives à la protection des données.

Le titulaire s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité et l'intégrité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés.

9-4 Egalité Diversité

Le Conseil d'Etat bénéficie du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité. A ce titre, il conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs. Pour inciter les titulaires des marchés publics du Conseil d'Etat à entamer ou développer une démarche similaire, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle ». Le contenu du questionnaire doit être actualisé annuellement par le titulaire.

9-5 Langue française

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des courriers, correspondances, documents, livrables y compris les factures, ainsi que toutes les réunions et discussions sont rédigés et se tiennent en langue française. Il appartient ainsi aux titulaires de désigner une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

9-6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Cour les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues aux articles D. 8222-5 et suivants du code du travail.

ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE

10-1 Dispositions communes

Les prestations sont exécutées par la notification de bons de commande, à titre prévisionnel et indicatif pour les quatre (4) places chaque année. Le titulaire est tenu contractuellement de mettre à disposition les places dès réception du bon de commande.

La notification du bon de commande vaut seule commencement d'exécution des prestations pour le nombre de places d'accueil fixé et pour la durée définie.

Le bon de commande a une durée maximale d'exécution de douze mois.

Aucune prestation exécutée sans émission d'un bon de commande ne pourra donner lieu à règlement.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public dans les conditions des articles R. 2162-1 et R. 2162-14 du code de la commande publique et pourront être exécutés après arrivée à échéance du marché public. Ils peuvent être exécutés au-delà de la date d'échéance du marché, dans la limite d'une durée maximale de six (6) mois.

Chaque bon de commande comporte a minima :

- la référence du marché ;
- le code du service exécutant ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le nom du titulaire ;
- l'objet des prestations ;
- la date de mise à disposition du berceau et le lieu d'exécution ;
- le délai et les modalités particulières d'exécution ;
- les prix annuels applicables par place réservée, conformément à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ; ils sont arrêtés à la deuxième décimale ;
- l'adresse de facturation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le délai laissé au titulaire pour formuler d'éventuelles observations sur un bon de commande est de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

10-2 Modification et annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé par la Cour, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

- Si un litige imputable au titulaire, tel que le non-respect du délai contractuel d'exécution, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, le bon de commande est modifié ou annulé sans indemnités ou tout autre frais ;
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de la Cour, sans faute du titulaire, les frais qui en découlent sont à la charge de la Cour sur présentation justifiée par le titulaire des frais réellement engagés en vue de la réalisation des prestations annulées.

La modification ou l'annulation du bon de commande à l'initiative de la Cour sans faute du titulaire, prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

ARTICLE 11 - VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Afin de permettre, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, une coordination optimale entre le titulaire et la Cour, ces derniers conviennent de désigner chacun un coordinateur.

Le titulaire est l'interlocuteur unique de la Cour ou de son représentant.

Les réserves ou constatations de non-conformité justifiant l'application de pénalités décrites à l'article 14 du présent CCP sont notamment :

- pour retard ou mauvaise exécution des prestations ;
- pour inexécution totale ou partielle des prestations ;
- pour non-respect des clauses particulières à la protection des données (RGPD), à l'environnement ou à l'insertion.

Elles sont communiquées par écrit (courrier, télécopie ou messagerie électronique) au titulaire.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

En application des articles L. 2193-1 à 14 et R. 2193-1 à 22 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations. Il doit avoir préalablement obtenu de l'acheteur l'acceptation des sous-traitants, fondée notamment sur leurs capacités professionnelles et financières, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La sous-traitance totale est interdite. Seules les prestations de service peuvent faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 - PRIX ET FINANCEMENT

13-1 Définition des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix sont fixés pour la réservation d'un berceau pour une année, quel que soit le type de garde. Ils sont renseignés par le titulaire à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU), et représentent le prix total annuel qui sera facturé à la CNDA pour la réalisation d'une prestation de réservation.

CAS N°1 : Commande d'une place en année complète du 1er septembre au 31 août :

Le pouvoir adjudicateur commande une place d'accueil pour une période de 12 mois fermes. Même si la place n'est pas occupée au taux d'occupation de 100 %, le paiement de l'intégralité de la place de berceaux sera payé au titulaire.

CAS N°2 : Commande d'une place en année incomplète :

Le paiement sera proratisé suivant le nombre réel de mois d'occupation de la place.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant obligatoirement les prestations, tous les frais de fonctionnement inhérents à la réalisation des prestations, y compris les moyens humains et matériels, et tous frais annexes.

Tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés sans TVA, celle-ci n'étant pas facturable en application de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007.

13-2 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du présent marché, sur demande du titulaire, présentée à l'acheteur trois mois au moins avant cette date anniversaire. La première date anniversaire est celle du 1^{er} septembre 2026.

Ils sont révisibles sur la base de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (ISMB/ISMB_o)$$

Formule dans laquelle :

P_n = prix unitaire révisé à la date anniversaire

P_o = prix unitaire initial à la date de notification du marché

ISMB_o = dernière valeur de l'indice I connue le 1^{er} jour du mois précédent le mois de la date limite de remise des offres.

En cas de négociation, lo correspondra à la dernière valeur de l'indice I connue le 1^{er} jour du mois précédent le mois de remise des offres finales

ISMB = l'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché.

Indice des salaires mensuels de base - Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement (NAF rév. 2, niveau A38 QB) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562706.

Cet indice est publié par l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562706#Tableau>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- l'indice de remplacement publié, ou
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Cette révision ne sera effective qu'après acceptation expresse de la personne publique. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, toutes les justifications permettant de vérifier sa conformité. Il doit également indiquer dans sa proposition :

- la formule de révision ;
- la valeur des indices utilisés ;
- les nouveaux tarifs applicables.

13-2 Dispositions relatives au financement

13.2.1. Subvention de la Caisse d'allocation familiales

L'EAJE d'accueil s'engage à faire le nécessaire afin de conclure une convention de prestation de service unique (PSU) avec la Caisse d'Allocations Familiales du département concerné destinée à assurer le versement par la Caisse d'Allocations Familiales d'une prestation de service unique. Dans le cadre de ce service unique, l'EAJE s'engage notamment à appliquer le barème des participations familiales établi par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), calculé sur la base d'un taux d'effort appliqué aux ressources imposables avant abattement déclaré par la famille concernée pour l'exercice précédent.

13.2.2. Participation des familles

Les familles bénéficiaires des prestations acquitteront directement auprès de l'EAJE d'accueil le montant de la participation financière correspondant à l'accueil de leurs enfants.

La Cour ne se substituera pas à ses personnels pour le règlement des sommes dues pour l'accueil de leur(s) enfant(s). La Cour ne sera amenée en aucun cas à supporter la défaillance d'une ou des familles, des institutions ou des organismes financiers, quel qu'en soit le motif.

Le titulaire accepte le chèque emploi service universel (CESU) sous toutes ses formes (papier et e-CESU) comme moyen de paiement. En outre, le titulaire informe régulièrement les familles de l'existence de la prestation CESU garde d'enfants mise en place dans le cadre de la politique d'action sociale interministérielle.

ARTICLE 14 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités et/ou réfections de prix sont calculées sur les prix unitaires de base hors taxe. Elles sont hors champ d'application de la T.V.A puis déduites du montant total, toutes taxes comprises.

Le candidat est informé que les pénalités peuvent être complémentaires et n'empêchent pas l'application de réfections. L'application des pénalités n'impliquera pas une mise en demeure préalable du titulaire par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Les pénalités seront précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les montants relatifs aux pénalités applicables au présent marché, sont présentés ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération des pénalités prévue à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités s'appliquent automatiquement au premier euro.

Les pénalités prévues au présent contrat ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer libéré de ses obligations ou de ses responsabilités du fait du paiement de ladite pénalité.

L'application de pénalité est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de non mise à disposition des berceaux réservés, par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités seront appliquées au titulaire, d'un montant de cent (100,00 €) euros par jour de retard et par berceau.

En cas de retard dans l'exécution de toute obligation prévue au marché, notamment dans la transmission d'un justificatif, compte-rendu, ou autre, une pénalité sera appliquée au titulaire, d'un montant de cent (100,00 €) euros par jour ouvré de retard.

En cas de mauvaise exécution de toute obligation prévue au marché, une pénalité sera appliquée au titulaire, d'un montant de cent (100,00 €) euros par anomalie constatée, jusqu'à la cessation du manquement.

En cas d'absence injustifiée lors d'une réunion à laquelle le titulaire aura été convoqué par tous moyens, une pénalité sera appliquée au titulaire d'un montant de cent (100,00€) euros par absence.

- Pénalités pour non-respect des clauses particulières à la protection des données personnelles (RGPD)

En cas de non-respect des clauses relatives à la protection des données personnelles, le titulaire encourt en fonction de la gravité du manquement, une pénalité de 300 € pour la première infraction et de 1 000 € par infraction en cas de récidive, ou/et une résiliation du marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire devra régulariser tout manquement aux clauses particulières à la protection des données personnelles. Dans le cas contraire, la personne publique se réserve aussi le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

- Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt les pénalités suivantes : trente euros (30,00 €) par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs et vingt euros (20,00 €) par heure prévue par le marché et non réalisée en cas de non-respect injustifié des obligations relatives au volume horaire minimum exigé.

- Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

Dans le cas de manquement aux obligations environnementales ou de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de cent euros (100,00 €) est appliquée par jour ouvré de retard.

ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT

15-1 Avances et acomptes

Sauf renonciation du titulaire exprimée dans l'acte d'engagement, une avance de 30% pourra être versée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, soit dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

15-2 Demande de paiement

Les demandes de paiement interviennent à la suite de la validation du service fait par le service des ressources et relations humaines de la Cour.

Les factures sont établies au nom du service budget de la Cour.

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, elles sont transmises sous forme dématérialisée sur le portail « CHORUS factures » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Les sommes dues sont mandatées après déduction des éventuels acomptes déjà versés et, le cas échéant, des pénalités ou réfections de prix appliquées en application de l'article 14, pour les prestations effectivement réalisées et admises, conformément aux opérations de vérification précisées à l'article 11 du présent CCP.

Conformément aux articles L. 3133 à L. 3133-3 de la commande publique, les factures comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché (indiqué en page de garde de l'acte d'engagement);
- le numéro du bon de commande généré par l'application informatique Chorus ;
- le numéro d'identification du service exécutant : **CGFHJ00075** ;
- le SIRET de l'Etat : **11000201100044** ;
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ; La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;

- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

15-3 Délai de paiement

Le délai global de mise en paiement est de 30 jours à compter de la réception sur le portail Chorus de la facture comportant toutes les mentions décrites ci-dessus, par le pouvoir adjudicateur. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme. En cas de non-conformité, la facture est rejetée et le titulaire informé des anomalies constatées pour rectification.

La Cour se libère des sommes dues à terme échu en créditant le compte désigné sur l'acte d'engagement.

15- 4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir justifié qu'il est titulaire des contrats d'assurances, contractés auprès d'une compagnie dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution.

Les polices et attestations d'assurance spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique ainsi que des documents réglementaires devant être fournis périodiquement pendant la durée du marché seront à produire pendant toute la durée de l'accord-cadre, à l'échéance de l'attestation, ceci sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande par le pouvoir adjudicateur.

En cas de constatation de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.

ARTICLE 17 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L. 822-1 1° et L. 8222-6 du code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé, et à l'article 41 du CCAG-FCS, les titulaires du marché disposent d'une semaine après mise en demeure de l'acheteur pour justifier qu'ils ne contreviennent pas à leurs obligations relatives à la réglementation du travail. A défaut, la Cour se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le marché pour faute du titulaire.

Il est également rappelé que conformément aux dispositions de l'article L. 8224-2 du code du travail, le travail dissimulé est susceptible de donner lieu à des poursuites pénales.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables au présent accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

Pour rappel, l'article 42 du CCAG FCS relatif à la résiliation pour motif d'intérêt général s'applique.

18-1 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute de sa part ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la notification de l'accord-cadre s'avèrent inexacts, il pourra être résilié aux torts du titulaire.

En outre, le présent marché pourra être résilié pour faute du titulaire et sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations légales et réglementaires relatives au fonctionnement des établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE).
- Perte ou non obtention de l'agrément de la PMI (Protection maternelle et infantile).
- Perte ou non obtention de l'agrément de la CAF.

18-2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire déchu

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, la Cour peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 19 – LITIGES

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché, conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Les litiges nés à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public entre le titulaire et le maître d'ouvrage et qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CNDA et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 du CCAG-FCS	4
3.7.2 du CCAG-FCS	10
14.1.1 du CCAG-FCS. 14.1.2 du CCAG-FCS. 14.1.3 du CCAG-FCS.	14

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG/FCS tous les articles du présent CCP sont susceptibles de déroger aux articles du CCAG/FCS.